

2° van de Nederlandse taalrol :

Mieke DE DOBBELEER, attaché

Natascha MERTENS, attaché

Sarah WASTEELS, assistent

Reinhilde VANHERP, eerste assistent

Art. 2. Het ministerieel besluit van 13 juni 2017 tot aanwijzing van de secretarissen van de selectiecommissies van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel en van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag volgend op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 18 april 2018.

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,
R. VERVOORT

2° du rôle linguistique néerlandophone :

Mieke DE DOBBELEER, attachée

Natascha MERTENS, attachée

Sarah WASTEELS, assistante

Reinhilde VANHERP, assistante principale

Art. 2. L'arrêté ministériel du 13 juin 2017 portant désignation des secrétaires des commissions de sélection du Service public régional de Bruxelles et des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} jour qui suit la publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 avril 2018.

Le ministre-président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,
R. VERVOORT

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2018/201866]

Extrait de l'arrêt n° 15/2018 du 7 février 2018

Numéro du rôle : 6670

En cause : la question préjudicielle concernant l'article 25, § 2, b), de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, posée par la Cour de cassation.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents J. Spreutels et E. De Groot, et des juges L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet et R. Leysen, assistée du greffier F. Meersschart, présidée par le président J. Spreutels,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par arrêt du 31 mai 2017 en cause de M.S., dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 7 juin 2017, la Cour de cassation a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 25, § 2, b, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées [à une peine privative de liberté] et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, lu en combinaison avec les articles 25, 56, alinéas 2 et 3, et 80 du Code pénal et 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, en tant qu'il a pour effet qu'une personne qui est condamnée par une juridiction correctionnelle à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime correctionnalisé punissable, avant sa correctionnalisation, de la peine de réclusion de vingt à trente ans et commis en état de récidive légale peut prétendre à une libération conditionnelle après avoir subi un tiers de sa peine, alors qu'une personne qui est condamnée par une juridiction correctionnelle, en état de récidive légale, à une peine d'emprisonnement du chef d'un autre crime correctionnalisé ou d'un délit ne peut prétendre à une libération conditionnelle qu'après avoir subi les deux tiers de sa peine ? ».

(...)

III. *En droit*

(...)

Quant à la disposition en cause et aux dispositions liées à celle-ci

B.1. La Cour est interrogée sur la compatibilité, avec les articles 10 et 11 de la Constitution, de l'article 25, § 2, b, de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine (ci-après : la loi du 17 mai 2006), lu en combinaison avec les articles 25, 56, alinéas 2 et 3, et 80 du Code pénal et 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

B.2. L'article 23, § 1^{er}, 1^o, de la loi du 17 mai 2006 dispose :

« La détention limitée et la surveillance électronique peuvent être accordées au condamné qui :

1^o se trouve, à six mois près, dans les conditions de temps pour l'octroi d'une libération conditionnelle; [...] ».

L'article 25, § 2, de la même loi dispose, dans sa version applicable devant le juge *a quo* :

« La libération conditionnelle est octroyée à tout condamné à une ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à plus de trois ans, pour autant que le condamné ait :

a) soit, subi un tiers de ces peines;

b) soit, si le jugement ou l'arrêt de condamnation a constaté que le condamné se trouvait en état de récidive, subi les deux tiers de ces peines, sans que la durée des peines déjà subies excède quatorze ans;

[...] ».

L'article 25 du Code pénal fixe la durée de l'emprisonnement correctionnel, notamment pour les crimes correctionnalisés.

L'article 56, alinéa 2, du Code pénal prévoit que le tribunal correctionnel peut prononcer une peine plus lourde lorsqu'il constate que le condamné se trouve en état de récidive légale, parce qu'il a commis un nouveau délit avant l'expiration de cinq ans depuis qu'il a subi une peine d'emprisonnement d'un an au moins ou depuis que cette peine est prescrite.

L'article 56, alinéa 3, du Code pénal, introduit par l'article 14 de la loi du 5 février 2016 « modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice », dispose :

« [...] si le nouveau délit est un crime qui a été correctionnalisé ou pour lequel la cour d'assises a admis l'existence de circonstances atténuantes, la durée de la peine d'emprisonnement ne pourra excéder celle de la peine de réclusion maximale prévue par la loi pour ce crime ou quarante ans si ladite peine est la réclusion à perpétuité ».

L'article 80 du Code pénal prévoit comment, s'il existe des circonstances atténuantes, les peines criminelles peuvent être réduites.

L'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes permet de correctionnaliser des crimes en raison de circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse.

B.3. En vertu de l'article 1^{er} du Code pénal, la peine (criminelle, correctionnelle ou de police) prononcée par le juge en dernier ressort détermine la nature de l'infraction (crime, délit ou contravention).

Un crime correctionnalisé est une infraction punie normalement d'une peine criminelle qui est commuée en une peine correctionnelle en raison de l'admission de circonstances atténuantes ou d'une cause d'excuse.

Le crime correctionnalisé est assimilé à un délit et se voit appliquer, en principe, le régime applicable aux délits, notamment en matière de récidive.

B.4.1. Au stade du prononcé de la peine, la récidive de crime correctionnalisé sur délit (ou sur crime correctionnalisé) est assimilée à une récidive de délit sur délit et est régie par l'article 56, alinéas 2 et 3, du Code pénal.

B.4.2. Le Code pénal ne prévoit pas d'aggravation de la peine en cas de récidive de crime sur délit.

B.4.3. Par ses arrêts n^{os} 193/2011 (B.7.1), 199/2011 (B.6.1), 185/2014 (B.9), et 102/2017 (B.5), la Cour a jugé à propos de l'article 56, alinéa 2, du Code pénal :

« L'article 56, alinéa 2, du Code pénal fait partie d'un ensemble de dispositions visant à sanctionner la récidive, c'est-à-dire le cas dans lequel l'auteur d'une première infraction, puni à raison de ce fait, en commet une seconde (Doc. parl., Sénat, 1851-1852, n^o 70, p. 28). Parce qu'elle est une circonstance aggravante et parce qu'elle témoigne de l'inefficacité de la première peine à engager [le condamné] à respecter la loi, la récidive justifie l'application d'une peine plus sévère (ibid., p. 29).

La faculté laissée au juge de prononcer le double du maximum de la peine correctionnelle prévue par la loi pour ce second fait est une garantie utile dans l'intérêt de la société (ibid., p. 30).

L'impossibilité pour le juge de prendre une telle décision lorsqu'un crime succède à une condamnation à une peine correctionnelle fut justifiée par le fait que la peine criminelle [...] est pourvue d'une force suffisante et laisse au juge assez de latitude pour satisfaire à tous les besoins d'aggravation que cette récidive a fait surgir, l'inefficacité de la première condamnation trouvant alors son remède dans la sévérité nécessaire de la deuxième (Doc. parl., Chambre, 1850-1851, n^o 245, pp. 41-42) ».

B.5. Au stade de l'exécution des peines, les conditions de temps pour l'admission à la libération conditionnelle sont moins favorables en cas de condamnation en état de récidive : lorsque le jugement ou l'arrêt de condamnation a constaté que le condamné à une peine ou plusieurs peines privatives de liberté dont la partie à exécuter s'élève à plus de trois ans se trouvait en état de récidive, celui-ci doit avoir subi, en principe, les deux tiers de ces peines, sans que la durée des peines déjà subies excède quatorze ans, pour être admissible à la libération conditionnelle (article 25, § 2, b), de la loi du 17 mai 2006), au lieu d'un tiers de ces peines en cas de condamnation sans état de récidive (article 25, § 2, a), de la même loi).

La circonstance que le condamné a atteint la date d'admissibilité à la libération conditionnelle ne rend toutefois pas celle-ci automatique. Outre les conditions de temps, des conditions de fond sont requises pour permettre au condamné de bénéficier d'une libération conditionnelle : avant d'octroyer une modalité d'exécution de la peine, les tribunaux d'application des peines vérifient l'absence de contre-indications (soit notamment « l'absence de perspectives de réinsertion sociale », « le risque de perpétration de nouvelles infractions graves » et « le risque que le condamné importune les victimes ») ainsi que la rédaction d'un plan de réinsertion sociale indiquant les perspectives de réinsertion du condamné (articles 25, § 2, 47, § 1^{er}, et 48 de la loi du 17 mai 2006).

Quant à la question préjudicielle

B.6. Le juge *a quo* demande si la disposition en cause est compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'elle « a pour effet qu'une personne qui est condamnée par une juridiction correctionnelle à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime correctionnalisé punissable, avant sa correctionnalisation, de la peine de réclusion de vingt à trente ans et commis en état de récidive légale peut prétendre à une libération conditionnelle après avoir subi un tiers de sa peine, alors qu'une personne qui est condamnée par une juridiction correctionnelle, en état de récidive légale, à une peine d'emprisonnement du chef d'un autre crime correctionnalisé ou d'un délit ne peut prétendre à une libération conditionnelle qu'après avoir subi les deux tiers de sa peine ».

La Cour examine la question préjudicielle en tant qu'elle porte sur l'article 25, § 2, b), de la loi du 17 mai 2006, tel qu'il était en vigueur avant sa modification par l'article 4 de la loi du 21 décembre 2017 « modifiant diverses dispositions en vue d'instaurer une période de sécurité et modifiant la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive en ce qui concerne l'arrestation immédiate ».

B.7. Dans sa décision de renvoi, le juge *a quo* constate qu'il résulte de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n^o 185/2014 qu'« une personne condamnée par le tribunal correctionnel à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime correctionnalisé, punissable avant sa correctionnalisation de la peine de réclusion de vingt à trente ans, commis moins de cinq ans après qu'elle a subi ou prescrit une peine d'emprisonnement d'au moins un an, est admissible à la libération conditionnelle après avoir subi un tiers de sa peine ».

Le juge *a quo* en déduit que les deux catégories de personnes suivantes sont soumises à un régime différent d'admissibilité à la libération conditionnelle :

- les personnes condamnées par le tribunal correctionnel ou par la cour d'appel à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime correctionnalisé commis en état de récidive légale, punissable, avant sa correctionnalisation, de la réclusion de vingt à trente ans, qui sont admissibles à cette modalité, en application de l'arrêt précité de la Cour constitutionnelle, après avoir subi un tiers de leur peine, et

- les personnes qui, comme le demandeur, sont condamnées par le tribunal correctionnel ou par la cour d'appel à une peine d'emprisonnement du chef d'un autre crime correctionnalisé ou d'un délit commis en état de récidive légale, qui ne sont admissibles à la libération conditionnelle qu'après avoir subi deux tiers de leur peine.

B.8.1. Par son arrêt n° 193/2011 du 15 décembre 2011, la Cour a jugé :

« L'article 56, alinéa 2, du Code pénal, lu en combinaison avec l'article 25 du même Code et avec l'article 2, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, mais uniquement dans la mesure où il autorise la condamnation de l'inculpé renvoyé au tribunal correctionnel du chef d'un crime correctionnalisé commis moins de cinq ans après qu'il a subi ou prescrit une peine d'emprisonnement d'au moins un an, à une peine supérieure à celle qui peut être prononcée à l'égard de l'inculpé renvoyé à la cour d'assises du chef du même crime commis dans cette même circonstance ».

B.8.2. Par son arrêt n° 199/2011 du 22 décembre 2011, la Cour a jugé :

« L'article 56, alinéa 2, du Code pénal, lu en combinaison avec l'article 25 du même Code, avec l'article 216^{novies} du Code d'instruction criminelle et avec l'article 2, alinéas 1^{er} et 3, de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, mais uniquement dans la mesure où il autorise la condamnation de l'inculpé renvoyé au tribunal correctionnel du chef d'un crime correctionnalisé commis moins de cinq ans après qu'il a subi ou prescrit une peine d'emprisonnement d'au moins un an, à une peine supérieure à celle qui peut être prononcée à l'égard de l'inculpé renvoyé du chef du même crime commis dans cette même circonstance à la cour d'assises ayant constaté l'existence de circonstances atténuantes ».

B.8.3. Par son arrêt n° 185/2014 du 18 décembre 2014, la Cour a jugé :

« - L'article 56, alinéa 2, du Code pénal, lu en combinaison avec l'article 25 du même Code, avec l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes et avec l'article 25, § 2, b), de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, mais uniquement en ce qu'il a pour conséquence d'exclure plus longtemps une personne qui, pour une tentative d'assassinat, a été condamnée par le tribunal correctionnel du chef d'un crime correctionnalisé commis moins de cinq ans après qu'elle a subi ou prescrit une peine d'emprisonnement d'au moins un an, de la possibilité d'une libération conditionnelle, que la personne qui est condamnée à une peine criminelle par la cour d'assises du chef du même crime commis dans la même circonstance.

- Les effets de cette disposition législative sont maintenus jusqu'à l'entrée en vigueur d'une loi qui met fin à cette discrimination et au plus tard jusqu'au 31 juillet 2015 ».

Jusqu'à ce jour, le législateur n'a toutefois pas remédié à l'inconstitutionnalité constatée dans l'arrêt n° 185/2014.

B.8.4. Par son arrêt n° 102/2017 du 26 juillet 2017, la Cour a jugé que le constat de violation contenu dans l'arrêt n° 185/2014 précité, en ce qui concerne la date d'admissibilité à la libération conditionnelle, est transposable à l'égard d'un crime punissable de la peine de réclusion de quinze à vingt ans qui a été correctionnalisé.

B.9. Par un arrêt du 19 octobre 2016 (P.16.0837.F), la Cour de cassation a jugé qu'en application de l'arrêt n° 185/2014, l'état de récidive légale constaté au stade du prononcé de la peine ne peut pas être pris en considération, au stade de l'exécution de la peine, pour déterminer la durée de la détention à subir avant d'être accessible à la libération conditionnelle dans le chef d'une personne condamnée à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime correctionnalisé initialement punissable du même taux de peine que celui visé dans l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 185/2014 (soit une peine de réclusion de vingt à trente ans).

Par un arrêt du 2 août 2017 (P.17.0766.N), la Cour de cassation a jugé qu'il ressortait de l'arrêt n° 102/2017 que le constat d'inconstitutionnalité contenu dans l'arrêt n° 185/2014 n'était pas limité aux crimes punissables d'une peine de réclusion de vingt à trente ans.

Par un arrêt du 27 septembre 2017 (P.17.0461.F) rendu dans le litige ayant donné lieu à l'arrêt n° 102/2017, la Cour de cassation a jugé que le tribunal d'application des peines avait décidé à bon droit que le condamné était admissible à la libération conditionnelle après avoir subi un tiers de sa peine, nonobstant la circonstance que le jugement de condamnation a constaté que le défendeur se trouvait en état de récidive.

B.10. Les deux arrêts n°s 193/2011 et 199/2011 précités portaient sur une différence quant au taux de la peine, selon qu'une personne est condamnée par la cour d'assises ou par le tribunal correctionnel.

Les deux arrêts n°s 185/2014 et 102/2017 précités portaient sur une différence quant à l'exécution de la peine, selon qu'une personne est condamnée par la cour d'assises ou par le tribunal correctionnel.

La présente question préjudicielle porte sur une différence de traitement quant à l'exécution de la peine, entre personnes condamnées par une juridiction correctionnelle, selon le type d'infraction qui est en cause.

B.11.1. Les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement du chef d'un délit commis en état de récidive légale ne sont admissibles à la libération conditionnelle qu'après avoir subi deux tiers de leur peine.

Il en est de même pour celles condamnées du chef d'un crime punissable de la réclusion de cinq à dix ans qui a été correctionnalisé. En effet, dans cette hypothèse, la peine qui peut être prononcée est un emprisonnement de cinq ans au plus, c'est-à-dire une peine correctionnelle.

B.11.2. Il appartient au législateur, et non à la Cour, de déterminer à quel moment des personnes qui ont été condamnées et qui se trouvent en état de récidive légale entrent en ligne de compte pour une libération conditionnelle. A la lumière des articles 10 et 11 de la Constitution, la Cour doit toutefois veiller à ce que des personnes qui se trouvent dans une situation comparable ne soient pas traitées de manière inégale sans qu'existe pour ce faire une justification raisonnable. Si la Cour constate à cet égard une discrimination, il appartient au législateur de décider comment il doit y être mis fin. Dans l'attente d'une intervention du législateur, les dispositions en cause doivent cependant être appliquées en conformité avec la Constitution.

B.11.3. Pour des motifs analogues à ceux énoncés dans les arrêts n°s 185/2014 et 102/2017 précités, la disposition en cause est affectée d'une même inconstitutionnalité.

B.12. La différence de traitement en cause qui consiste à retenir un seuil d'admissibilité à la libération conditionnelle plus sévère pour les personnes condamnées par une juridiction correctionnelle, en état de récidive légale, à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime punissable de la peine de réclusion de cinq à dix ans correctionnalisé ou d'un délit, est dépourvue de justification raisonnable.

En effet, elle a pour conséquence qu'il n'est pas garanti que l'échelle des peines est respectée au stade de l'exécution des peines dès lors que les condamnés en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement pour un fait puni plus sévèrement par la loi sont susceptibles d'être admissibles à la libération conditionnelle plus tôt que les condamnés en état de récidive légale à une peine d'emprisonnement pour un fait puni moins sévèrement par la loi.

B.13. La question préjudicielle appelle une réponse positive.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

L'article 25, § 2, b, de la loi du 17 mai 2006 « relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté et aux droits reconnus à la victime dans le cadre des modalités d'exécution de la peine », dans sa version applicable devant le juge *a quo*, lu en combinaison avec les articles 25, 56, alinéas 2 et 3, et 80 du Code pénal et avec l'article 2 de la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes, viole les articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il a pour effet qu'une personne condamnée par une juridiction correctionnelle, en état de récidive légale, à une peine d'emprisonnement du chef d'un délit ou d'un crime correctionnalisé initialement punissable, avant sa correctionnalisation, de la peine de réclusion de cinq à dix ans, est admissible à la libération conditionnelle après avoir subi deux tiers de sa peine alors qu'une personne condamnée par une juridiction correctionnelle, en état de récidive légale, à une peine d'emprisonnement du chef d'un crime correctionnalisé initialement punissable, avant sa correctionnalisation, d'une autre peine de réclusion est admissible à la libération conditionnelle après avoir subi un tiers de cette peine.

Ainsi rendu en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 7 février 2018.

Le greffier,
F. Meersschaut

Le président,
J. Spreutels

GRONDWETTELIJK HOF

[2018/201866]

Uittreksel uit arrest nr. 15/2018 van 7 februari 2018

Rolnummer 6670

In zake : de prejudiciële vraag over artikel 25, § 2, b), van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, gesteld door het Hof van Cassatie.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters J. Spreutels en E. De Groot, en de rechters L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet en R. Leysen, bijgestaan door de griffier F. Meersschaut, onder voorzitterschap van voorzitter J. Spreutels,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de prejudiciële vraag en rechtspleging*

Bij arrest van 31 mei 2017 in zake M.S., waarvan de expeditie ter griffie van het Hof is ingekomen op 7 juni 2017, heeft het Hof van Cassatie de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 25, § 2, b), van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, in samenhang gelezen met de artikelen 25, 56, tweede en derde lid, en 80 van het Strafwetboek en met artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het tot gevolg heeft dat een persoon die door een correctioneel rechtscollege is veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een in staat van wettelijke herhaling gepleegde, gecorrectionaliseerde misdaad die, vóór de correctionalisering ervan, strafbaar was met opsluiting van twintig tot dertig jaar, aanspraak kan maken op een voorwaardelijke invrijheidstelling nadat hij een derde van zijn straf heeft ondergaan, terwijl een persoon die, in staat van wettelijke herhaling, door een correctioneel rechtscollege is veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een andere gecorrectionaliseerde misdaad of een wanbedrijf, pas op een voorwaardelijke invrijheidstelling aanspraak kan maken na twee derde van zijn straf te hebben ondergaan ? ».

(...)

III. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de in het geding zijnde bepaling en de daarmee verbonden bepalingen

B.1. Aan het Hof wordt een vraag gesteld over de bestaanbaarheid, met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, van artikel 25, § 2, b), van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten (hierna : de wet van 17 mei 2006), in samenhang gelezen met de artikelen 25, 56, tweede en derde lid, en 80 van het Strafwetboek en met artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden.

B.2. Artikel 23, § 1, 1^o, van de wet van 17 mei 2006 bepaalt :

« De beperkte detentie en het elektronisch toezicht kunnen worden toegekend aan de veroordeelde die :

1^o zich, op zes maanden na, in de tijdsvoorwaarden bevindt voor de toekenning van de voorwaardelijke invrijheidstelling, [...] ».

Artikel 25, § 2, van dezelfde wet bepaalt, in de versie ervan die van toepassing is voor de verwijzende rechter :

« De voorwaardelijke invrijheidstelling wordt toegekend aan elke veroordeelde tot één of meer vrijheidsstraffen waarvan het uitvoerbaar gedeelte meer dan drie jaar bedraagt voor zover de veroordeelde :

a) hetzij één derde van deze straffen heeft ondergaan;

b) hetzij, indien in het vonnis of in het arrest van veroordeling is vastgesteld dat de veroordeelde zich in staat van herhaling bevond, twee derden van die straffen heeft ondergaan, zonder dat de duur van de reeds ondergane straffen meer dan veertien jaar bedraagt;

[...] ».

Bij artikel 25 van het Strafwetboek wordt de duur van de correctionele gevangenisstraf vastgesteld, met name voor gecorrectionaliseerde misdaden.

Artikel 56, tweede lid, van het Strafwetboek bepaalt dat de correctionele rechtbank een zwaardere straf kan uitspreken wanneer zij vaststelt dat de veroordeelde zich in staat van wettelijke herhaling bevindt doordat hij een nieuw wanbedrijf heeft gepleegd voordat vijf jaren zijn verlopen sinds hij een gevangenisstraf van ten minste één jaar heeft ondergaan of sinds die straf verjaard is.

Artikel 56, derde lid, van het Strafwetboek, zoals ingevoegd bij artikel 14 van de wet van 5 februari 2016 « tot wijziging van het strafrecht en de strafvordering en houdende diverse bepalingen inzake justitie », bepaalt :

« [...] indien het nieuwe wanbedrijf een misdaad is die werd gecorrectionaliseerd of waarvoor het hof van assisen het bestaan van verzachtende omstandigheden heeft aanvaard, mag de gevangenisstraf de maximumduur van de opsluiting waarin de wet voorziet voor die misdaad of veertig jaar indien het om levenslange opsluiting gaat, niet te boven gaan ».

Artikel 80 van het Strafwetboek bepaalt hoe de criminele straffen kunnen worden verminderd indien er verzachtende omstandigheden aanwezig zijn.

Artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden maakt het mogelijk misdaden te correctionaliseren wegens verzachtende omstandigheden of om reden van verschoning.

B.3. Krachtens artikel 1 van het Strafwetboek bepaalt de door de rechter in laatste aanleg uitgesproken straf (criminele, correctionele of politiestraf) de aard van het misdrijf (misdraad, wanbedrijf of overtreding).

Een gecorrectionaliseerde misdaad is een misdrijf dat normaal gezien wordt bestraft met een criminele straf die wordt omgezet in een correctionele straf wegens verzachtende omstandigheden of om reden van verschoning.

De gecorrectionaliseerde misdaad wordt gelijkgesteld met een wanbedrijf, waarop in beginsel de op de wanbedrijven toepasselijke regeling, met name inzake herhaling, wordt toegepast.

B.4.1. In het stadium van de uitspraak van de straf wordt de herhaling van een gecorrectionaliseerde misdaad na wanbedrijf (of na gecorrectionaliseerde misdaad) gelijkgesteld met een herhaling van een wanbedrijf na wanbedrijf en wordt zij geregeld bij artikel 56, tweede en derde lid, van het Strafwetboek.

B.4.2. Het Strafwetboek voorziet niet in de verzwaring van de straf ingeval van herhaling van misdaad na wanbedrijf.

B.4.3. Bij zijn arresten nrs. 193/2011 (B.7.1), 199/2011 (B.6.1), 185/2014 (B.9) en 102/2017 (B.5.) heeft het Hof met betrekking tot artikel 56, tweede lid, van het Strafwetboek geoordeeld :

« Artikel 56, tweede lid, van het Strafwetboek maakt deel uit van een geheel van bepalingen die ertoe strekken de herhaling te bestraffen, met andere woorden het geval waarin « de dader van een eerste misdrijf, die wegens dat feit is gestraft, er een tweede pleegt » (eigen vertaling) (*Parl. St.*, Senaat, 1851-1852, nr. 70, p. 28). Aangezien zij een « verzwarende omstandigheid » is en aangezien zij getuigt van de ondoeltreffendheid van de eerste straf om « [de veroordeelde] ertoe aan te sporen de wet na te leven » (eigen vertaling), verantwoordt de herhaling de toepassing van een strengere straf (*ibid.*, p. 29).

De aan de rechter gelaten mogelijkheid om het dubbele van het maximum van de correctionele straf uit te spreken waarin bij de wet voor dat tweede feit is voorzien, is een nuttige waarborg in het belang van de samenleving (*ibid.*, p. 30).

De onmogelijkheid voor de rechter om een dergelijke beslissing te nemen wanneer een misdaad volgt op een veroordeling tot een correctionele straf, werd verantwoord door het feit dat « de criminele straf [...] voldoende zwaar is en aan de rechter genoeg ruimte laat om in alle behoeften van verzwaring te voorzien welke die herhaling heeft doen ontstaan », waarbij « de ondoeltreffendheid van de eerste veroordeling dan wordt verholpen door de noodzakelijke strengheid van de tweede » (eigen vertaling) (*Parl. St.*, Kamer, 1850-1851, nr. 245, pp. 41-42) ».

B.5. In het stadium van de tenuitvoerlegging van de straffen zijn de tijdsvoorwaarden om in aanmerking te komen voor de voorwaardelijke invrijheidstelling minder gunstig in geval van veroordeling in staat van herhaling : wanneer het vonnis of arrest van veroordeling heeft vastgesteld dat de veroordeelde tot een of meer vrijheidsstraffen waarvan het uit te voeren deel meer dan drie jaar bedraagt, in staat van herhaling verkeerde, dan dient die laatste in beginsel twee derde van die straffen te hebben ondergaan, zonder dat de duur van de reeds ondergane straffen meer dan veertien jaar bedraagt, om in aanmerking te komen voor de voorwaardelijke invrijheidstelling (artikel 25, § 2, *b*), van de wet van 17 mei 2006), in plaats van een derde van die straffen in geval van veroordeling zonder staat van herhaling (artikel 25, § 2, *a*), van dezelfde wet).

De omstandigheid dat de veroordeelde de datum van toelaatbaarheid tot de voorwaardelijke invrijheidstelling heeft bereikt, houdt evenwel niet in dat die laatste automatisch wordt toegekend. Naast de tijdsvoorwaarden zijn grondvoorwaarden vereist om de veroordeelde toe te laten een voorwaardelijke invrijheidstelling te genieten : alvorens een strafuitvoeringsmodaliteit toe te kennen, gaan de strafuitvoeringsrechtbanken na of er tegenaanwijzingen bestaan (namelijk onder meer « de afwezigheid van vooruitzichten op sociale reclassering », « het risico van het plegen van nieuwe ernstige strafbare feiten » en « het risico dat de veroordeelde de slachtoffers zou lastigvallen »), alsook of een sociaal reclasseringsplan is opgesteld waaruit de perspectieven op reclassering van de veroordeelde blijken (artikelen 25, § 2, 47, § 1, en 48 van de wet van 17 mei 2006).

Ten aanzien van de prejudiciële vraag

B.6. De verwijzende rechter vraagt of de in het geding zijnde bepaling bestaanbaar is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre zij « tot gevolg heeft dat een persoon die door een correctioneel rechtscollege is veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een in staat van wettelijke herhaling gepleegde, gecorrectionaliseerde misdaad die, vóór de correctionalisering ervan, strafbaar was met opsluiting van twintig tot dertig jaar, aanspraak kan maken op een voorwaardelijke invrijheidstelling nadat hij een derde van zijn straf heeft ondergaan, terwijl een persoon die, in staat van wettelijke herhaling, door een correctioneel rechtscollege is veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een andere gecorrectionaliseerde misdaad of een wanbedrijf, pas op een voorwaardelijke invrijheidstelling aanspraak kan maken na twee derde van zijn straf te hebben ondergaan ».

Het Hof onderzoekt de prejudiciële vraag in zoverre zij betrekking heeft op artikel 25, § 2, *b*), van de wet van 17 mei 2006, zoals het van kracht was vóór de wijziging ervan bij artikel 4 van de wet van 21 december 2017 « tot wijziging van diverse bepalingen met het oog op de invoering van een beveiligingsperiode en tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis voor wat de onmiddellijke aanhouding betreft ».

B.7. In zijn verwijzingsbeslissing stelt de verwijzende rechter vast dat uit het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 185/2014 blijkt dat « een persoon die door de correctionele rechtbank wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een gecorrectionaliseerde misdaad, strafbaar vóór de correctionalisering ervan met de straf van opsluiting van twintig tot dertig jaar, gepleegd minder dan vijf jaar nadat hij een gevangenisstraf van minder dan een jaar heeft ondergaan of nadat die straf is verjaard, in aanmerking komt voor de voorwaardelijke invrijheidstelling na een derde van zijn straf te hebben ondergaan ».

De verwijzende rechter leidt hieruit af dat de volgende twee categorieën van personen zijn onderworpen aan een verschillende regeling inzake toelaatbaarheid tot de voorwaardelijke invrijheidstelling :

- de personen die door de correctionele rechtbank of door het hof van beroep zijn veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een gecorrectionaliseerde misdaad gepleegd in staat van wettelijke herhaling, strafbaar, vóór de correctionalisering ervan, met opsluiting van twintig tot dertig jaar, die in aanmerking komen voor die modaliteit, met toepassing van het voormelde arrest van het Grondwettelijk Hof, na een derde van hun straf te hebben ondergaan, en

- de personen die, zoals de eiser, door de correctionele rechtbank of door het hof van beroep zijn veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een andere gecorrectionaliseerde misdaad of wegens een wanbedrijf gepleegd in staat van wettelijke herhaling, die pas in aanmerking komen voor de voorwaardelijke invrijheidstelling na twee derde van hun straf te hebben ondergaan.

B.8.1. Bij zijn arrest nr. 193/2011 van 15 december 2011 heeft het Hof geoordeeld :

« Artikel 56, tweede lid, van het Strafwetboek, in samenhang gelezen met artikel 25 van hetzelfde Wetboek en met artikel 2, eerste lid en derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doch enkel in zoverre het toelaat de inverdenkinggestelde die naar de correctionele rechtbank is verwezen wegens een gecorrectionaliseerde misdaad die is gepleegd minder dan vijf jaar nadat hij een gevangenisstraf van minstens één jaar heeft ondergaan of nadat die straf is verjaard, te veroordelen tot een hogere straf dan die welke kan worden uitgesproken ten aanzien van de inverdenkinggestelde die wegens dezelfde misdaad die in diezelfde omstandigheid is gepleegd, naar het hof van assisen is verwezen ».

B.8.2. Bij zijn arrest nr. 199/2011 van 22 december 2011 heeft het Hof geoordeeld :

« Artikel 56, tweede lid, van het Strafwetboek, in samenhang gelezen met artikel 25 van hetzelfde Wetboek, met artikel 216^{novies} van het Wetboek van strafvordering en met artikel 2, eerste lid en derde lid, van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doch enkel in zoverre het toelaat de inverdenkinggestelde die naar de correctionele rechtbank is verwezen wegens een gecorrectionaliseerde misdaad die is gepleegd minder dan vijf jaar nadat hij een gevangenisstraf van minstens één jaar heeft ondergaan of nadat die straf is verjaard, te veroordelen tot een hogere straf dan die welke kan worden uitgesproken ten aanzien van de inverdenkinggestelde die wegens dezelfde misdaad die in diezelfde omstandigheid is gepleegd, verwezen is naar het hof van assisen dat verzachtende omstandigheden in aanmerking neemt ».

B.8.3. Bij zijn arrest nr. 185/2014 van 18 december 2014 heeft het Hof geoordeeld :

« - Artikel 56, tweede lid, van het Strafwetboek, in samenhang gelezen met artikel 25 van hetzelfde Wetboek, met artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden en met artikel 25, § 2, b), van de wet van 17 mei 2006 betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringsmodaliteiten, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doch enkel in zoverre het tot gevolg heeft de persoon die voor een poging tot moord is veroordeeld door de correctionele rechtbank wegens een gecorrectionaliseerde misdaad die is gepleegd minder dan vijf jaar nadat hij een gevangenisstraf van minstens één jaar heeft ondergaan of nadat die straf is verjaard, langer uit te sluiten van de mogelijkheid van een voorwaardelijke invrijheidstelling dan de persoon die door het hof van assisen tot een criminele straf is veroordeeld wegens dezelfde misdaad die in diezelfde omstandigheid is gepleegd.

- De gevolgen van die wetsbepaling worden gehandhaafd tot de inwerkingtreding van een wet die aan die discriminatie een einde maakt en uiterlijk tot 31 juli 2015 ».

Tot op heden heeft de wetgever de in het arrest nr. 185/2014 vastgestelde ongrondwettigheid evenwel niet verholpen.

B.8.4. Bij zijn arrest nr. 102/2017 van 26 juli 2017 heeft het Hof geoordeeld dat de in het voormelde arrest nr. 185/2014 vervatte vaststelling van een schending, met betrekking tot de datum waarop men voor de voorwaardelijke invrijheidstelling in aanmerking kan komen, ook geldt ten aanzien van een met opsluiting van vijftien tot twintig jaar strafbare misdaad die is gecorrectionaliseerd.

B.9. Bij een arrest van 19 oktober 2016 (P.16.0837.F) heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat, met toepassing van het arrest nr. 185/2014, met de staat van wettelijke herhaling vastgesteld in het stadium van de uitspraak van de straf, geen rekening kan worden gehouden in het stadium van de strafuitvoering om de duur van de te ondergane hechtenis te bepalen alvorens voor voorwaardelijke invrijheidstelling in aanmerking te komen ten aanzien van een persoon die is veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een gecorrectionaliseerde misdaad die oorspronkelijk strafbaar was met dezelfde strafmaat als die welke wordt beoogd in het arrest van het Grondwettelijk Hof nr. 185/2014 (namelijk een gevangenisstraf van twintig tot dertig jaar).

Bij een arrest van 2 augustus 2017 (P.17.0766.N) heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat uit het arrest nr. 102/2017, voortvloeiende dat de vaststelling van ongrondwettigheid vervat in het arrest nr. 185/2014 niet beperkt was tot de misdaden die strafbaar zijn met een straf van opsluiting van twintig tot dertig jaar.

Bij een arrest van 27 september 2017 (P.17.0461.F) gewezen in een geschil dat aanleiding heeft gegeven tot het arrest nr. 102/2017, heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat de strafuitvoeringsrechtbank terecht had beslist dat de veroordeelde in aanmerking kwam voor de voorwaardelijke invrijheidstelling na een derde van zijn straf te hebben ondergaan, niettegenstaande dat het vonnis van veroordeling heeft vastgesteld dat de verweerder zich in staat van herhaling bevond.

B.10. De twee voormelde arresten nrs. 193/2011 en 199/2011 hadden betrekking op een verschil in strafmaat naargelang een persoon wordt veroordeeld door het hof van assisen dan wel door de correctionele rechtbank.

De twee voormelde arresten nrs. 185/2014 en 102/2017 hadden betrekking op een verschil ten aanzien van de strafuitvoering, naargelang een persoon wordt veroordeeld door het hof van assisen of door de correctionele rechtbank.

De onderhavige prejudiciële vraag heeft betrekking op een verschil in behandeling ten aanzien van de strafuitvoering, tussen personen die door een correctioneel rechtscollege zijn veroordeeld, naar gelang van het in het geding zijnde type misdrijf.

B.11.1. De personen die zijn veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een wanbedrijf dat in staat van wettelijke herhaling is gepleegd, komen pas voor de voorwaardelijke invrijheidstelling in aanmerking nadat zij twee derden van hun straf hebben ondergaan.

Hetzelfde geldt voor de personen die zijn veroordeeld wegens een met opsluiting van vijf tot tien jaar strafbare misdaad die is gecorrectionaliseerd. In dat geval is de straf die kan worden uitgesproken, immers een gevangenisstraf van ten hoogste vijf jaar, met andere woorden een correctionele straf.

B.11.2. Het komt aan de wetgever en niet aan het Hof toe om te bepalen op welk ogenblik personen die zijn veroordeeld en zich in een staat van wettelijke herhaling bevinden, voor een voorwaardelijke invrijheidstelling in aanmerking kunnen komen. In het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet dient het Hof echter erover te waken dat personen die zich in een vergelijkbare situatie bevinden niet ongelijk worden behandeld zonder dat daarvoor een redelijke verantwoording bestaat. Indien het Hof daarbij een discriminatie vaststelt, komt het aan de wetgever toe om te bepalen in welke zin daaraan een einde dient te worden gesteld. In afwachting van een optreden van de wetgever dienen de in het geding zijnde bepalingen evenwel in overeenstemming met de Grondwet te worden toegepast.

B.11.3. Om redenen die analoog zijn aan die welke in de voormelde arresten nrs. 185/2014 en 102/2017 zijn vermeld, is de in het geding zijnde bepaling aangetast door eenzelfde ongrondwettigheid.

B.12. Het in geding zijnde verschil in behandeling, dat erin bestaat te kiezen voor een strengere drempel van toelaatbaarheid tot de voorwaardelijke invrijheidstelling voor de personen die, in staat van wettelijke herhaling, door een correctioneel rechtscollege zijn veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een met opsluiting van vijf tot tien jaar strafbare misdaad die is gecorrectionaliseerd of wegens een wanbedrijf, is niet redelijk verantwoord.

Het heeft immers tot gevolg dat niet wordt gewaarborgd dat de strafmaat in acht wordt genomen in het stadium van de strafuitvoering daar de personen die in staat van wettelijke herhaling worden veroordeeld tot een gevangenisstraf voor een bij de wet strenger bestraft feit, eerder in aanmerking kunnen komen voor de voorwaardelijke invrijheidstelling dan de personen die in staat van wettelijke herhaling worden veroordeeld tot een gevangenisstraf voor een bij de wet minder zwaar bestraft feit.

B.13. De prejudiciële vraag dient bevestigend te worden beantwoord.

Om die redenen,
het Hof

zegt voor recht :

Artikel 25, § 2, *b*), van de wet van 17 mei 2006 « betreffende de externe rechtspositie van de veroordeelden tot een vrijheidsstraf en de aan het slachtoffer toegekende rechten in het raam van de strafuitvoeringmodaliteiten », in de versie ervan die van toepassing is voor de verwijzende rechter, in samenhang gelezen met de artikelen 25, 56, tweede en derde lid, en 80 van het Strafwetboek en met artikel 2 van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden, schendt de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre het tot gevolg heeft dat een persoon die, in staat van wettelijke herhaling, door een correctioneel rechtscollege wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een wanbedrijf of een gecorrectionaliseerde misdaad die oorspronkelijk, vóór de correctionalisering ervan, strafbaar was met de straf van opsluiting van vijf tot tien jaar, in aanmerking komt voor de voorwaardelijke invrijheidstelling na twee derde van zijn straf te hebben ondergaan, terwijl een persoon die, in staat van wettelijke herhaling, door een correctioneel rechtscollege wordt veroordeeld tot een gevangenisstraf wegens een gecorrectionaliseerde misdaad die oorspronkelijk, vóór de correctionalisering ervan, strafbaar was met een andere straf van opsluiting, in aanmerking komt voor de voorwaardelijke invrijheidstelling na een derde ervan te hebben ondergaan.

Aldus gewezen in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof, op 7 februari 2018.

De griffier,
F. Meersschant

De voorzitter,
J. Spreutels

ÜBERSETZUNG

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2018/201866]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 15/2018 vom 7. Februar 2018

Geschäftsverzeichnisnummer 6670

In Sachen: Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte, gestellt vom Kassationshof.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten J. Spreutels und E. De Groot, und den Richtern L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, F. Daoût, T. Giet und R. Leysen, unter Assistenz des Kanzlers F. Meersschant, unter dem Vorsitz des Präsidenten J. Spreutels,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage und Verfahren

In seinem Entscheid vom 31. Mai 2017 in Sachen M.S., dessen Ausfertigung am 7. Juni 2017 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat der Kassationshof folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Verstößt Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte, in Verbindung mit den Artikeln 25, 56 Absätze 2 und 3 und 80 des Strafgesetzbuches und Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er zur Folge hat, dass eine Person, die durch ein Korrekionalgericht wegen eines im Zustand des gesetzlichen Rückfalls begangenen, korrekionalisierten Verbrechens, das vor der Korrekionalisierung mit einer Zuchthausstrafe von zwanzig bis zu dreißig Jahren geahndet wurde, zu einer Gefängnisstrafe verurteilt wird, nach Verbüßung von einem Drittel ihrer Strafe eine bedingte Freilassung beanspruchen kann, während eine Person, die im Zustand des gesetzlichen Rückfalls durch ein Korrekionalgericht wegen eines anderen korrekionalisierten Verbrechens oder eines Vergehens zu einer Gefängnisstrafe verurteilt wird, erst nach Verbüßung von zwei Dritteln ihrer Strafe eine bedingte Freilassung beanspruchen kann? ».

(...)

III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die fragliche Bestimmung und die mit ihr verbundenen Bestimmungen

B.1. Der Gerichtshof wird zur Vereinbarkeit von Artikel 25 § 2 Bst. *b* des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte (nachstehend: das Gesetz vom 17. Mai 2006) in Verbindung mit den Artikeln 25, 56 Absätze 2 und 3 und 80 des Strafgesetzbuches und 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung befragt.

B.2. Artikel 23 § 1 Nr. 1 des Gesetzes vom 17. Mai 2006 bestimmt:

« Die Haftlockerung und die elektronische Überwachung können einem Verurteilten gewährt werden,

1. der in sechs Monaten die Zeitbedingungen für die Gewährung einer bedingten Freilassung erfüllt, [...] ».

Artikel 25 § 2 desselben Gesetzes bestimmt in seiner vor dem vorliegenden Richter anwendbaren Fassung:

« Die bedingte Freilassung wird jedem Verurteilten gewährt, der zu einer oder mehreren Freiheitsstrafen, deren zu vollstreckender Teil mehr als drei Jahre beträgt, verurteilt wurde, insofern er

a) entweder ein Drittel dieser Strafe verbüßt hat,

b) oder, wenn im Urteil oder Entscheid, in dem eine Verurteilung ausgesprochen wird, festgestellt wurde, dass der Verurteilte sich im Zustand des Rückfalls befand, zwei Drittel dieser Strafen verbüßt hat, ohne dass die Dauer der bereits verbüßten Strafen mehr als vierzehn Jahre beträgt,

[...] ».

Artikel 25 des Strafgesetzbuches legt die Dauer der Korrekionalgefängnisstrafe, insbesondere für Verbrechen, die korrekionalisiert wurden, fest.

Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches sieht vor, dass das Korrekionalgericht eine höhere Strafe aussprechen kann, wenn es feststellt, dass der Verurteilte sich im Zustand des gesetzlichen Rückfalls befand, weil er bei einer früheren Verurteilung zu einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr ein neues Vergehen begangen hat, bevor fünf Jahre seit der Verbüßung oder Verjährung seiner Strafe vergangen sind.

Artikel 56 Absatz 3 des Strafgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 14 des Gesetzes vom 5. Februar 2016 « zur Abänderung des Strafrechts und des Strafprozessrechts und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen im Bereich der Justiz », bestimmt:

« Wenn das neue Vergehen [...] ein Verbrechen ist, das korrekionalisiert worden ist oder für das der Assisenhof mildernde Umstände zugelassen hat, darf die Dauer der Gefängnisstrafe die für dieses Verbrechen gesetzlich vorgesehene Höchstdauer der Zuchthausstrafe oder, wenn es sich bei dieser Strafe um eine lebenslängliche Zuchthausstrafe handelt, vierzig Jahre nicht übersteigen ».

Artikel 80 des Strafgesetzbuches sieht vor, wie die Kriminalstrafen bei mildernden Umständen herabgesetzt werden können.

Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände gestattet es, Verbrechen aufgrund mildernder Umstände oder eines Entschuldigungsgrundes zu korrekionalisieren.

B.3. Aufgrund von Artikel 1 des Strafgesetzbuches bestimmt die Strafe (Kriminal-, Korrekional- oder Polizeistrafe), die vom Richter in letzter Instanz verhängt wurde, die Art der Straftat (Verbrechen, Vergehen oder Übertretung).

Ein korrekionalisiertes Verbrechen ist eine Straftat, die normalerweise mit einer Kriminalstrafe bedroht ist, die wegen der Annahme mildernder Umstände oder eines Entschuldigungsgrundes in eine Korrekionalstrafe umgewandelt wird.

Das korrekionalisierte Verbrechen ist einem Vergehen gleichgestellt und es finden auf dieses grundsätzlich die für Vergehen geltenden Regelungen, insbesondere bei Wiederholungsfällen, Anwendung.

B.4.1. Zum Zeitpunkt der Strafverkündung ist der Rückfall in ein korrekionalisiertes Verbrechen nach einem Vergehen (oder einem Verbrechen, das korrekionalisiert wurde) einem Vergehensrückfall nach einem Vergehen gleichgestellt und wird von Artikel 56 Absätze 2 und 3 des Strafgesetzbuches geregelt.

B.4.2. Das Strafgesetzbuch sieht keine Strafverschärfung im Fall eines Verbrechensrückfalls nach einem Vergehen vor.

B.4.3. Mit seinen Entscheiden Nr. 193/2011 (B.7.1), 199/2011 (B.6.1), 185/2014 (B.9) und 102/2017 (B.5) hat der Gerichtshof zu Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches geurteilt:

« B.9. Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches ist Bestandteil eines Bündels von Bestimmungen, die dazu dienen, Rückfälle zu bestrafen, das heißt Fälle, in denen ' der Täter einer ersten Straftat, der wegen dieser Tat verurteilt wird, eine zweite begeht ' (*Parl. Dok.*, Senat, 1851-1852, Nr. 70, S. 28). Weil sie ein ' erschwerender Umstand ' ist und weil sie Ausdruck der Ineffizienz der ersten Strafe ist, ' [den Verurteilten] zur Einhaltung des Gesetzes zu veranlassen ' , rechtfertigt die Rückfälligkeit die Anwendung einer strengeren Strafe (ebenda, S. 29).

Die dem Richter überlassene Möglichkeit, das Doppelte der höchsten Korrekionalstrafe zu verhängen, die im Gesetz für diese letztere Tat vorgesehen ist, ist eine sachdienliche Garantie im Interesse der Gesellschaft (ebenda, S. 30).

Die Unmöglichkeit für den Richter, eine solche Entscheidung zu treffen, wenn ein Verbrechen auf eine Verurteilung zu einer Korrekionalstrafe folgt, wird dadurch gerechtfertigt, dass ' die Kriminalstrafe [...] ausreichend schwer ist und dem Richter genügend Spielraum lässt, um alle Bedürfnisse der Erschwerung zu decken, die durch diese Rückfälligkeit entstehen ' , wobei ' der Ineffizienz der ersten Verurteilung dann durch die notwendige Strenge der zweiten abgeholfen wird ' (*Parl. Dok.*, Kammer, 1850-1851, Nr. 245, SS. 41-42) ».

B.5. Bei der Strafvollstreckung sind die Zeitbedingungen für die Gewährung einer bedingten Freilassung im Fall einer Verurteilung im Zustand des Rückfalls weniger günstig: Wenn im Urteil oder im Entscheid, in dem eine Verurteilung ausgesprochen wird, festgestellt wurde, dass sich der Verurteilte, der zu einer oder mehreren Freiheitsstrafen, deren zu vollstreckender Teil mehr als drei Jahre beträgt, im Zustand des Rückfalls befand, muss dieser grundsätzlich zwei Drittel dieser Strafen verbüßen, ohne dass die Dauer der bereits verbüßten Strafen mehr als vierzehn Jahre beträgt, damit ihm die bedingte Freilassung gewährt werden kann (Artikel 25 § 2 Bst. b des Gesetzes vom 17. Mai 2006), anstelle von einem Drittel dieser Strafen im Fall einer Verurteilung ohne Zustand des Rückfalls (Artikel 25 § 2 Bst. a desselben Gesetzes).

Der Umstand, dass der Verurteilte das Datum, an dem er bedingt freigelassen werden kann, erreicht hat, bedeutet jedoch nicht, dass die Freilassung automatisch gewährt wird. Neben den Zeitbedingungen müssen inhaltliche Bedingungen erfüllt sein, damit dem Verurteilten die bedingte Freilassung gewährt werden kann: Bevor eine Strafvollstreckungsmodalität gewährt wird, überprüfen die Strafvollstreckungsgerichte fehlende Gegenanzeigen (das heißt insbesondere « die fehlenden Perspektiven für eine soziale Wiedereingliederung », « das Risiko, dass neue schwere Straftaten begangen werden könnten » und « das Risiko, dass der Verurteilte die Opfer belästigen könnte ») sowie die Erstellung eines Plans für die soziale Wiedereingliederung, in dem die Perspektiven der Wiedereingliederung des Verurteilten angegeben sind (Artikel 25 § 2, 47 § 1 und 48 des Gesetzes vom 17. Mai 2006).

In Bezug auf die Vorabentscheidungsfrage

B.6. Der vorlegende Richter fragt, ob die fragliche Bestimmung mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar ist, insofern sie « bewirkt, dass eine Person, die von einem Korrekionalgericht zu einer Gefängnisstrafe wegen eines korrekionalisierten Verbrechens verurteilt wurde, das vor seiner Korrekionalisierung mit einer Zuchthausstrafe von zwanzig bis dreißig Jahren bedroht war und das im Zustand des Rückfalls begangen wurde, nach Verbüßung eines Drittels ihrer Strafe eine bedingte Freilassung beantragen kann, während eine Person, die von einem Korrekionalgericht im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe wegen eines anderen korrekionalisierten Verbrechens oder eines Vergehens verurteilt wurde, eine bedingte Freilassung erst nach Verbüßung von zwei Dritteln ihrer Strafe verlangen kann ».

Der Gerichtshof prüft die Vorabentscheidungsfrage, insoweit sie sich auf Artikel 25 § 2 Bst. b des Gesetzes vom 17. Mai 2006 in der Fassung bezieht, die vor seiner Abänderung durch Artikel 4 des Gesetzes vom 21. Dezember 2017 « zur Abänderung verschiedener Bestimmungen im Hinblick auf die Einführung eines Sicherheitszeitraums und zur Abänderung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Untersuchungshaft hinsichtlich der sofortigen Festnahme » galt.

B.7. In seiner Verweisungsentscheidung stellt der vorlegende Richter fest, dass sich aus dem Entscheid des Verfassungsgerichtshofes Nr. 185/2014 ergebe, dass « eine Person, die vom Korrekionalgericht zu einer Gefängnisstrafe wegen eines korrekionalisierten Verbrechens verurteilt wurde, das vor seiner Korrekionalisierung mit einer Zuchthausstrafe von zwanzig bis dreißig Jahren bedroht war und das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, nach Verbüßung eines Drittels seiner Strafe bedingt freigelassen werden kann ».

Der vorlegende Richter schließt daraus, dass die beiden nachfolgenden Kategorien von Personen einer unterschiedlichen Regelung hinsichtlich der Zulässigkeit einer bedingten Freilassung unterliegen:

- die Personen, die vom Korrekionalgericht oder vom Appellationshof zu einer Gefängnisstrafe wegen eines korrekionalisierten Verbrechens verurteilt wurden, das im Zustand des gesetzlichen Rückfalls begangen wurde und das vor seiner Korrekionalisierung mit einer Zuchthausstrafe von zwanzig bis dreißig Jahren bedroht war, denen in Anwendung des vorerwähnten Entscheids des Verfassungsgerichtshofes diese Modalität gewährt werden kann, nachdem sie ein Drittel ihrer Strafe verbüßt haben, und

- den Personen, die wie der Kläger vom Korrekionalgericht oder vom Appellationshof zu einer Gefängnisstrafe wegen eines anderen korrekionalisierten Verbrechens oder wegen eines Vergehens, das im Zustand des gesetzlichen Rückfalls begangen wurde, verurteilt wurden, denen die bedingte Freilassung erst nach Verbüßung von zwei Dritteln ihrer Strafe gewährt werden kann.

B.8.1. Mit seinem Entscheid Nr. 193/2011 vom 15. Dezember 2011 hat der Gerichtshof geurteilt:

« Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches und mit Artikel 2 Absätze 1 und 3 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, allerdings nur insofern, als er es erlaubt, den Beschuldigten, der wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, an das Korrekionalgericht verwiesen worden ist, zu einer höheren Strafe zu verurteilen als derjenigen, die gegen den Beschuldigten, der wegen desselben, unter den gleichen Umständen begangenen Verbrechens an den Assisenhof verwiesen worden ist, verhängt werden kann ».

B.8.2. Mit seinem Entscheid Nr. 199/2011 vom 22. Dezember 2011 hat der Gerichtshof geurteilt:

« Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches, mit Artikel 216*novies* des Strafprozessgesetzbuches und mit Artikel 2 Absätze 1 und 3 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, allerdings nur insofern, als er es erlaubt, den Beschuldigten, der wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, an das Korrekionalgericht verwiesen worden ist, zu einer höheren Strafe zu verurteilen als derjenigen, die gegen den Beschuldigten, der wegen desselben, unter den gleichen Umständen begangenen Verbrechens an den Assisenhof, der mildernde Umstände berücksichtigt, verwiesen worden ist, verhängt werden kann ».

B.8.3. Mit seinem Entscheid Nr. 185/2014 vom 18. Dezember 2014 hat der Gerichtshof geurteilt:

« - Artikel 56 Absatz 2 des Strafgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 25 desselben Gesetzbuches, mit Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände und mit Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, jedoch nur insofern er dazu führt, dass eine Person, die bei Mordversuch wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das weniger als fünf Jahre nach der Verbüßung einer Gefängnisstrafe von mindestens einem Jahr oder nach der Verjährung dieser Strafe begangen wurde, länger von der Möglichkeit einer bedingten Freilassung ausgeschlossen wird als eine Person, die vom Assisenhof wegen desselben, unter den gleichen Umständen begangenen Verbrechens zu einer Kriminalstrafe verurteilt wurde.

- Die Folgen dieser Gesetzesbestimmung werden bis zum Inkrafttreten eines Gesetzes, das dieser Diskriminierung ein Ende setzt, und spätestens bis zum 31. Juli 2015 aufrechterhalten ».

Bislang hat der Gesetzgeber jedoch die Verfassungswidrigkeit, die im Entscheid Nr. 185/2014 festgestellt wurde, nicht behoben.

B.8.4. Mit seinem Entscheid Nr. 102/2017 vom 26. Juli 2017 hat der Gerichtshof geurteilt, dass die im vorerwähnten Entscheid Nr. 185/2014 enthaltene Feststellung eines Verstoßes in Bezug auf das Datum, an dem ein Verurteilter bedingt freigelassen werden kann, auf ein Verbrechen übertragen werden kann, das mit einer Zuchthausstrafe von fünfzehn bis zwanzig Jahren bedroht ist und das korrekionalisiert wurde.

B.9. In einem Urteil vom 19. Oktober 2016 (P.16.0837.F) hat der Kassationshof entschieden, dass in Anwendung des Entscheids Nr. 185/2014 der bei der Strafverkündung festgestellte Zustand des gesetzlichen Rückfalls zum Zeitpunkt der Strafvollstreckung unberücksichtigt bleiben kann, um die Dauer der zu verbüßenden Haft zu bestimmen, bevor einer Person die bedingte Freilassung gewährt werden kann, die zu einer Gefängnisstrafe wegen eines Verbrechens, das korrekionalisiert wurde und ursprünglich mit demselben Strafmaß wie im Entscheid des Verfassungsgerichtshofes Nr. 185/2014 bedroht war (das heißt einer Zuchthausstrafe von zwanzig bis dreißig Jahren), verurteilt wurde.

Mit einem Urteil vom 2. August 2017 (P.17.0766.N) hat der Kassationshof geurteilt, dass sich aus dem Entscheid Nr. 102/2017 ergebe, dass die Feststellung der Verfassungswidrigkeit, die im Entscheid Nr. 185/2014 enthalten ist, nicht auf Verbrechen beschränkt ist, die mit einer Zuchthausstrafe von zwanzig bis dreißig Jahren bedroht sind.

Durch ein Urteil vom 27. September 2017 (P.17.0461.F), das in der Streitsache ergangen ist, die zum Entscheid Nr. 102/2017 geführt hat, hat der Kassationshof geurteilt, dass das Strafvollstreckungsgericht zu Recht entschieden habe, dass dem Verurteilten die bedingte Freilassung gewährt werden kann, nachdem er ein Drittel seiner Strafe verbüßt hat, ungeachtet des Umstandes, dass in dem Urteil der Verurteilung festgestellt wurde, dass sich der Beklagte im Zustand des Rückfalls befand.

B.10. Die beiden vorerwähnten Entscheide Nr. 193/2011 und 199/2011 bezogen sich auf einen Unterschied beim Strafmaß, je nachdem, ob eine Person vom Assisenhof oder vom Korrekionalgericht verurteilt wird.

Die beiden vorerwähnten Entscheide Nr. 185/2014 und 102/2017 bezogen sich auf einen Unterschied bei der Strafvollstreckung, je nachdem, ob eine Person vom Assisenhof oder vom Korrekionalgericht verurteilt wird.

Die vorliegende Vorabentscheidungsfrage bezieht sich auf eine unterschiedliche Behandlung von Personen, die von einem Korrekionalgericht verurteilt werden, in Bezug auf die Strafvollstreckung, je nach Art der Straftat, um die es geht.

B.11.1. Personen, die zu einer Gefängnisstrafe wegen eines Vergehens, das im Zustand des gesetzlichen Rückfalls begangen wurde, verurteilt wurden, kann eine bedingte Freilassung erst nach Verbüßung von zwei Dritteln ihrer Strafe gewährt werden.

Das Gleiche gilt für Personen, die wegen eines Verbrechens, das mit Zuchthaus von fünf bis zehn Jahren bestraft wird und das korrekionalisiert wurde, verurteilt wurden. Denn in diesem Fall ist die Strafe, die ausgesprochen werden kann, eine Gefängnisstrafe von höchstens fünf Jahren, das heißt eine Korrekionalstrafe.

B.11.2. Es ist Aufgabe des Gesetzgebers und nicht des Gerichtshofes zu bestimmen, zu welchem Zeitpunkt die Personen, die verurteilt wurden und die sich im Zustand des gesetzlichen Rückfalls befinden, für eine bedingte Freilassung in Frage kommen. Im Lichte der Artikel 10 und 11 der Verfassung muss der Gerichtshof jedoch darauf achten, dass Personen, die sich in einer vergleichbaren Situation befinden, nicht ungleich behandelt werden, ohne dass es dafür eine vernünftige Rechtfertigung gibt. Stellt der Gerichtshof in dieser Hinsicht eine Diskriminierung fest, obliegt es dem Gesetzgeber zu entscheiden, wie dem ein Ende zu setzen ist. Bis zum Eingreifen des Gesetzgebers müssen die fraglichen Bestimmungen allerdings im Einklang mit der Verfassung angewandt werden.

B.11.3. Aus ähnlichen Gründen wie in den vorerwähnten Entscheiden Nr. 185/2014 und 102/2017 ist die fragliche Bestimmung in derselben Weise verfassungswidrig.

B.12. Die fragliche Ungleichbehandlung, die darin besteht, eine strengere Zulässigkeitschwelle für die bedingte Freilassung von Personen anzuwenden, die von einem Korrekionalgericht im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe wegen eines korrekionalisierten Verbrechens, das mit einer Zuchthausstrafe von fünf bis zehn Jahren, oder eines Vergehens verurteilt wurden, entbehrt einer vernünftigen Rechtfertigung.

Sie hat nämlich zur Folge, dass es nicht gewährleistet ist, dass die Abstufung der Strafen bei der Strafvollstreckung eingehalten wird, da Personen, die im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe für eine Tat verurteilt wurden, die vom Gesetz härter bestraft wird, möglicherweise früher eine bedingte Freilassung gewährt werden kann als Personen, die im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe für eine Tat verurteilt wurden, die vom Gesetz weniger hart bestraft wird.

B.13. Die Vorabentscheidungsfrage ist bejahend zu beantworten.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erkennt für Recht:

Artikel 25 § 2 Buchstabe *b*) des Gesetzes vom 17. Mai 2006 « über die externe Rechtsstellung der zu einer Freiheitsstrafe verurteilten Personen und die dem Opfer im Rahmen der Strafvollstreckungsmodalitäten zuerkannten Rechte » in der vor dem vorliegenden Richter geltenden Fassung, in Verbindung mit den Artikeln 25, 56 Absätze 2 und 3 und 80 des Strafgesetzbuches und Artikel 2 des Gesetzes vom 4. Oktober 1867 über die mildernden Umstände verstößt gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er bewirkt, dass einer Person, die von einem Korrekionalgericht im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe wegen eines Vergehens oder eines korrekionalisierten Verbrechens verurteilt wurde, das ursprünglich vor seiner Korrekionalisierung mit einer Zuchthausstrafe von fünf bis zehn Jahren bedroht war, nach Verbüßung von zwei Dritteln ihrer Strafe eine bedingte Freilassung gewährt werden kann, während einer Person, die von einem Korrekionalgericht im Zustand des gesetzlichen Rückfalls zu einer Gefängnisstrafe wegen eines korrekionalisierten Verbrechens verurteilt wurde, das ursprünglich vor seiner Korrekionalisierung mit einer anderen Zuchthausstrafe bedroht war, eine bedingte Freilassung nach Verbüßung von einem Drittel dieser Strafe gewährt werden kann.

Erlassen in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 7. Februar 2018.

Der Kanzler,
(gez.) F. Meersschant

Der Präsident,
(gez.) J. Spreutels

RAAD VAN STATE

[C – 2018/11882]

Bericht voorgeschreven bij artikel 3^{quater} van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State

Marcel OOSTERLINCK, Robert VAN NIMMEN en Robin RADEMAKER die allen woonplaats kiezen bij Mr. Griet Cnudde, advocaat, met kantoor te 9000 Gent, Brabantdam 56, hebben op 26 maart 2018 de nietigverklaring gevorderd van het besluit van de gemeenteraad van de gemeente Kruikeke van 27 november 2017, houdende definitieve vaststelling van het gemeentelijk ruimtelijk uitvoeringsplan "Herziening Bazel".

Het bestreden besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 januari 2018.

Deze zaak is ingeschreven onder het rolnummer G/A. 224.857/X-17.199.

Namens de Hoofdgriffier,

Isabelle DEMORTIER,

Hoofdsecretaris.

CONSEIL D'ETAT

[C – 2018/11882]

Avis prescrit par l'article 3^{quater} de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat

Marcel OOSTERLINCK, Robert VAN NIMMEN et Robin RADEMAKER ayant tous élu domicile chez Me Griet Cnudde, avocate, ayant son cabinet à 9000 Gand, Brabantdam 56, ont demandé le 26 mars 2018 l'annulation de la délibération du conseil communal de Kruikeke du 27 novembre 2017 portant fixation définitive du plan communal d'exécution spatiale « Herziening Bazel ».

La délibération attaquée a été publiée au *Moniteur belge* du 26 janvier 2018.

Cette affaire est inscrite au rôle sous le numéro G/A. 224.857/X-17.199.

Au nom du Greffier en Chef,

Isabelle DEMORTIER,

Secrétaire en Chef.